



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Grand Est**

**Unité Départementale
Meurthe-et-Moselle / Meuse**
Division de Nancy

Nancy, le 31 janvier 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



REXEL France

ZAC du Parc Logistique Multimodal
7, rue André Ampère
54250 CHAMPIGNEULLES

Références : AN/NW/121_2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement REXEL France implanté ZAC du Parc Logistique Multimodal 7, rue André Ampère 54250 CHAMPIGNEULLES. L'inspection a été annoncée le 05/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REXEL France
- ZAC du Parc Logistique Multimodal 7, rue André Ampère 54250 CHAMPIGNEULLES
- Code AIOT dans GUN : 0006200095
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non

La société REXEL France est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1998-429 du 30 novembre 1998 à exploiter un entrepôt (1 cellule) dédié au stockage de produits électriques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- état des matières stockées
- risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	/	
Extinction	Arrêté Préfectoral du 30/11/1998, article 19	/	
Adduction d'eau	Arrêté Préfectoral du 30/11/1998, article 20	/	
Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/11/1998, article 23	/	
Eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 30/11/1998, article 28	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.	/	
Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.	/	
Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 25.	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines prescriptions contrôlées ne sont pas respectées. Pour les écarts relevés, susceptibles de faire l'objet de suites, il est demandé à l'exploitant d'apporter des justifications dans des délais maîtrisés. Cela concerne principalement l'état des matières stockées, le fonctionnement de l'installation d'extinction automatique, les exercices de défense contre l'incendie et la mise en rétention des eaux d'extinction d'un incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population : un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.

Constats : L'exploitant tient à jour l'état des produits stockés (total de 1272 t), par zone de stockage (par allée) en distinguant le plus grand volume de produits combustibles, le plastique (630 m³). Il est accessible à tout moment par plusieurs personnes depuis un ordinateur. Toutefois cet état ne répond pas entièrement aux dispositions de l'article contrôlé, notamment en ce qui concerne : les matières dangereuses dont les différentes familles doivent être identifiées ; la prise en compte des déchets ; l'identification des zones de stockage sur un plan (n° allée, etc.) ; l'état des matières stockées sous format synthétique (information vulgarisée) ; l'accessibilité de l'état pour les services d'incendie et de secours.

Il est demandé à l'exploitant de justifier auprès de l'autorité administrative le respect des dispositions de l'article 1.4-I, applicables à partir du 1^{er} janvier 2022.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9
Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.
Constats : Sans observations
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : Sans observations
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Surveillance et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 25
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2021.
Constats : Sans observations
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/1998, article 19
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte en vigueur comportent : <ul style="list-style-type: none">- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours accessibles ;- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues [...] ;- une installation d'extinction automatique à eau pulvérisée type ESFR conçue pour éteindre l'incendie. [...] <p>De plus, 3 poteaux incendie de 60 m³h sont implantés sur le site et un sur le domaine public.</p> <p>La voie de desserte du terrain doit être prolongée jusqu'à 8 m de la Meurthe, pour permettre un pompage par le service d'incendie et de secours.</p>
Constats : La société DEKRA INDUSTRIAL, qui a contrôlé le système d'extinction automatique ESFR le 8 juin 2021, a relevé 5 points de non conformité "sans risque de mise en échec". L'exploitant justifiera auprès de l'autorité administrative, la mise en conformité de ces 5 points.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Adduction d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/1998, article 20
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un réseau public alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés.</p> <p>Ce réseau ainsi que, si nécessaire, la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">- le débit nécessaire pour alimenter, dès le début de l'incendie, les systèmes d'extinction automatiques et les RIA ;- le débit nécessaire pour alimenter à raison de 60 m³/heure chacun, les 4 poteaux incendie. <p>Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre de moyens des sapeurs-pompiers.</p>
<p>Constats : L'exploitant a contrôlé en 2021 le bon fonctionnement des 3 poteaux situés dans l'enceinte de l'établissement. Cependant, l'exploitant ne dispose pas d'information sur le bon fonctionnement du 4^{ème} poteau incendie situé à l'extérieur du site. Selon l'exploitant, ce poteau est contrôlé par la ville de Champigneulle.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier auprès de l'autorité administrative le bon fonctionnement du 4^{ème} poteau incendie implanté sur le domaine public.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/1998, article 23
Prescription contrôlée : Un plan d'opération interne d'intervention contre l'incendie est établi par le responsable de l'établissement en liaison avec les services publics d'incendie et de secours. Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et est soumis à des exercices périodiques. Dans le trimestre qui suit l'ouverture de l'entrepôt, un exercice de défense contre l'incendie est organisé en liaison avec les services départementaux de secours. Il est renouvelé régulièrement.
Constats : Le plan d'opération interne (POI), actualisé le 11 juin 2019, doit être mis à jour pour intégrer les observations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- incohérence date de mise à jour et n° de la version du POI (fiche 3 - entête de toutes les fiches)- téléphone DREAL (et non pas DRIRE) à Nancy : 03 54 44 02 55- et de manière générale, vérifier l'ensemble des numéros de téléphone (A priori celui de M. LAFOND est erroné)- ajout du numéro de l'astreinte Préfecture (24h/24) : 03 83 34 25 33- identifier les communes concernées (fiche 4-D)- message-type et présentation de l'activité : à mettre à jour en fonction des observations ci-dessus relatives à l'état des stocks : intégrer l'ensemble des matières combustibles y compris les déchets, même celles ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature ICPE- zone de stockage des matières dangereuses : indiquer les qualités maximales susceptibles d'être stockées selon les différentes familles- au niveau de la fiche 9, il semble important d'identifier les actions "mise en rétention des eaux d'extinction d'incendie sur le site depuis le local sprinklage" (ou autre appellation "fermeture de la vanne de mise en rétention", etc.) et "ouverture du portail d'accès au point d'aspiration dans la Meurthe" parmi les fonctions de l'intervenant concerné. <p>Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie. Les 22 personnes de l'encadrement sont formées à l'utilisation des extincteurs et des RIA. Toutefois, en complément, conformément aux dispositions de l'article contrôlé, l'exploitant doit organiser régulièrement un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>En cas d'incendie, en particulier hors des heures ouvrées, le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) étant susceptible d'être présent le premier sur le site, ne disposera pas des informations essentielles sur les installations (type et quantités des matières stockées, etc). L'exploitant est invité à mettre à leur disposition un document d'accueil des secours, facilement accessible, à l'extérieur du bâtiment (boîte aux lettres identifiée par exemple), comportant les informations essentielles : le contenu, la forme et la localisation du document seront définis en collaboration avec le SDIS (Bureau départemental de la planification opérationnelle - Groupement de planification et de coordination opérationnelles - 46 rue du 8 mai 1945 - CS10018 - 54 271 Essey cedex - Tél : 03 83 16 46 00).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier auprès de l'autorité administrative la prise en compte des observations ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/1998, article 28
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour qu'en cas d'écoulement de matières dangereuses, notamment du fait de leur entraînement par des eaux d'extinction, celles-ci soient récupérées et traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau. Afin de respecter la prescription ci-dessus, les moyens suivants sont mis en place : <ul style="list-style-type: none">- les eaux d'extinction d'un éventuel sinistre seront récupérées dans une rétention d'un volume d'environ 1200 m³ constitué par les zones de quais en contrebas (1,20 m) ainsi que les bordures de voirie (0,14 m) ;- une vanne dite « pompier » permet le confinement des eaux sur le site.
Constats : La vanne guillotine motorisée, dite vanne pompier, qui obture la conduite d'évacuation des eaux pluviales, permettant le confinement des eaux d'extinction d'un incendie sur le site, a fait l'objet d'un contrôle de fonctionnement lors de la visite : la vanne ne descend pas jusqu'au radier du regard. Un défaut apparaît sur le tableau de commande de la vanne. L'exploitant précise qu'il est en capacité de descendre la vanne manuellement en cas de besoin. Il est demandé à l'exploitant de justifier auprès de l'autorité administrative le bon fonctionnement de la vanne et de mettre en place un entretien régulier pour garantir un état permanent de fonctionnement. Il paraît également nécessaire d'établir une procédure de mise en place de la vanne qui prendra en compte une défaillance éventuelle du système électrique de fermeture. L'exploitant est invité à signaler le regard dans lequel est située la vanne pompier et à renforcer l'identification des boutons de commandes électriques de manœuvre de la vanne situés dans le local sprinklage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites